

Professor Danuta HÜBNER
Commissaire européenne de la politique régionale

"L'avenir de la politique de cohésion et les programmes français"

Réunion avec l'Association des Régions Françaises (ARF)

4 juin 2008, Bruxelles

Monsieur le Président, Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents, Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, merci d'avoir fait ce déplacement à Bruxelles. C'est la deuxième fois que nous nous voyons depuis le début de mon mandat et j'espère que ce ne sera pas la dernière !

Nous sommes aujourd'hui à une période charnière de notre politique : les nouveaux programmes viennent de commencer, l'ancienne période doit se clôturer dans les meilleures conditions, la première étape de la consultation sur l'avenir de la politique vient de se terminer. En juin, sera le 5eme rapport d'étape de la politique de cohésion incluant les résultats de la consultation. Par ailleurs, le traité de Lisbonne sera, je l'espère, ratifié par tous les états membres avant la fin de l'année présente de nouvelles dispositions concernant la subsidiarité et la cohésion territoriale. Enfin, les discussions sur la révision budgétaire vont commencer.

Nous sommes donc aujourd'hui dans une période intense de réflexion et de questionnement sur l'avenir de la politique de cohésion et le cadre dans lequel elle devra évoluer.

Je me félicite de la très grande qualité des programmes français pour la période 2007-2013. Je dois avouer que c'est un très bon cru, avec une dotation au plan national d'environ 14,3 milliard d'euro. Le point essentiel à mes yeux réside dans le choix des régions françaises de se tourner résolument vers l'innovation. Cela nous donne l'opportunité de montrer la France comme l'un des pays pilotes au regard des autres régions

dans ce domaine. Le taux de fléchage Lisbonne (*Lisbon earmarking*), en effet, est de 63% pour l'objectif de convergence et près de 79% (78.6) pour l'objectif de compétitivité et emploi. Je le rappelle souvent dans mes discours: l'innovation est à la base de notre compétitivité et je remarque, chaque fois que je visite une région française, le grand potentiel qui existe dans vos régions. Par ailleurs, ce potentiel a été reconnu au niveau européen par l'attribution du prix regiostars à un projet français – "Energivie" pour la communication et la formation autour des énergies durables en Alsace - en février dernier.

Comme vous le savez, nous avons lancé une consultation publique sur l'avenir de la politique de cohésion en septembre 2007, sur la base du rapport de cohésion. Nous avons reçu plus de 100 contributions de la part des acteurs de tous les niveaux, représentant la moitié des états membres et 80% des citoyens européens. Une synthèse des contributions sera intégrée dans le 5^{ème} rapport d'étape sur la cohésion.

Les avis convergent clairement vers un regard plutôt positif sur la politique même si j'ai bien noté les appels pour une simplification accrue et une réduction des formalités, notamment dans le domaine des audits. Il y a ainsi un soutien massif pour le maintien de la politique de cohésion et un rejet global d'une renationalisation. Plusieurs contributions mettent en avant sa valeur ajoutée pour renforcer la compétitivité des régions les plus vulnérables mais notent qu'elle ne peut pas être le seul instrument face aux nouveaux défis de la mondialisation.

Un grand nombre de contributions mentionnent le rôle de la politique de cohésion dans le progrès social et le capital humain mais aussi comme effet de levier essentiel pour l'investissement de capitaux privés et publics. L'importance de transferts de bonnes pratiques et de

compétences ont été signalés comme des valeurs ajoutées importantes de la politique. Dans ce contexte, la coopération territoriale a été reconnue, unanimement, comme une partie essentielle de la politique de cohésion. Enfin, je note aussi la volonté d'un grand nombre de partenaires que nous complétions notre indicateur classique - PIB par tête - avec d'autres indicateurs de développement ou de disparités régionales.

A cette occasion, je souhaite remercier l'Association des Régions Françaises (ARF) pour sa contribution de très haute qualité et avec laquelle je suis en accord sur de nombreux points, dont notamment : maintenir une politique de cohésion qui couvre toutes les régions européennes; garder la réduction des disparités entre les régions comme priorité principale de notre politique; renforcer la coopération territoriale comme un élément essentiel de la politique de cohésion et, enfin, élaborer des instruments adaptés pour les régions ultrapériphériques.

Un dernier point m'a frappée dans votre contribution. Il s'agit de la demande de conserver l'approche stratégique en renforçant les liens de la politique avec la Stratégie de Lisbonne et de Göteborg. Vous n'êtes pas les seuls à l'avoir mentionné, en effet, une majorité de contributions est en accord avec vous. Dans ce contexte, permettez-moi de féliciter toutes les régions françaises pour leur élaboration de stratégies d'innovation régionales. Il est très important pour moi que ce travail soit fait dans les meilleures conditions au niveau régional mais également que les stratégies soient valorisées et communiquées au-delà des frontières françaises. Mon souhait est que vos stratégies soient au centre d'évènements d'échange de bonnes pratiques avec d'autres pays

membres. J'ai donc demandé à mes services, en coopération avec les autorités françaises et espagnoles, de mettre en route l'organisation d'une conférence sur les méthodologies et la mise en œuvre de stratégies régionales d'innovation. Nous avons choisi de commencer ce travail avec les régions de l'Espagne. Donc, en mars ou avril prochain, dans l'Andalousie, j'espère que nous nous retrouverons pour cette conférence. Si cette expérience, que je qualifierais de "pilote", s'avère concluante et constructive je proposerai d'élargir cette initiative à d'autres pays.

En tout cas, vos idées vont clairement nourrir nos propositions sur l'après 2013 mais également le travail dans le cadre de la revue du budget communautaire à mi-parcours.

Je suis convaincue que la politique de cohésion restera un des piliers les plus importants du projet européen. Toutefois, pour assurer l'avenir de la politique, elle doit apporter une réponse aux nouveaux défis auxquels nos régions sont confrontées comme l'accélération des restructurations économiques en raison de la mondialisation ou le changement climatique. Je présenterai fin 2008 une analyse prospective sur l'impact de ces nouveaux défis sur nos territoires à l'horizon 2020.

Nous devons également continuer à consolider l'acquis notamment en matière de partenariat et de gouvernance et nous devons réfléchir à notre système de gouvernance à niveaux multiples dans le cadre du nouveau Traité de Lisbonne. Dans ce contexte, je publierai un Livre Vert sur la cohésion territoriale en septembre prochain. Je vais également publier une communication sur l'évolution de la stratégie européenne vis-à-vis les régions ultrapériphériques en octobre.

Je terminerai cette introduction en soulignant mon engagement aux côtés de la France dans les débats organisés par la présidence française.

Je serai à Paris lundi prochain pour approfondir les questions liées à l'avenir de la politique envers les régions ultrapériphériques. Je serai également fortement impliquée dans les deux réunions phares de la présidence concernant la politique de cohésion: le forum sur la cohésion à Paris le 30-31 octobre et la réunion interministérielle à Marseille fin novembre ainsi que dans d'autres événements labélisés "présidence" comme la conférence des présidents des RUP en octobre en Guyane. Un objectif important pour moi en tant que commissaire pour la politique régionale, est de visiter les régions, toutes les régions. J'ai déjà visité 13 régions françaises et la moitié des DOM mais je compte bien visiter la totalité des régions françaises avant la fin de mon mandat.

Permettez-moi enfin de faire appel à votre soutien sur un point particulier. Comme vous, je suis en effet convaincue que toutes les régions d'Europe doivent avoir accès à la politique de cohésion. Certains Etats-membres ne partagent cette opinion. Je reste néanmoins optimiste sur l'issue du débat. Et pour que cela reste une réalité aussi après 2013, nous avons besoin du soutien des régions françaises, pour l'Europe, et pour l'avenir de vos régions.

Je vous remercie.